

# **Covid-19 : après le confinement, l'inéluctable recul de nos libertés ?**

• Olivier Tesquet



**Le coronavirus contraint depuis peu nos déplacements, mais il oriente déjà aussi nos vies futures. Partout dans le monde, les pays touchés testent des technologies qui permettent de tracer les personnes infectées et celles qui sont en bonne santé. À l'horizon, une nouvelle organisation des libertés. Très surveillées.**

« *Nous sommes en guerre* », a répété six fois Emmanuel Macron lors d'une allocution grave et solennelle, lundi 16 mars. Pas contre le terrorisme — en 2015, après les attentats, Manuel Valls utilisait le même vocabulaire belliciste —, mais contre le Covid-19, un « *ennemi invisible* » à combattre avec des armes qui le sont tout autant. Depuis, rien n'est plus tout à fait comme avant, entre décomptes macabres et attestation de déplacement dérogatoire. En format restreint, le Parlement a adopté un projet de loi coronavirus qui installe « *l'état d'urgence sanitaire* », suspend le temps et le droit du travail. « *Il ne s'agit pas d'autoriser des perquisitions ou des assignations à résidence* », a expliqué Édouard Philippe au Sénat, faisant allusion à l'état d'urgence, le vrai, celui de la France post-Charlie. Un peu tout de même, à l'heure de la continuité sémantique et du confinement.

Plus qu'aucune autre dans l'histoire récente, cette pandémie est un bain révélateur de nos régimes de pouvoir. À l'heure où plus de cent soixante pays sont touchés par l'agent infectieux, chacun expérimente sa gestion de crise, sa stratégie d'absorption du choc, du *lockdown* à l'italienne à l'immunité collective un temps testé par nos voisins britanniques. Quelle que soit la réponse, celle-ci signe le retour d'un État-Léviathan fort, en première ligne pour ordonner l'activité économique et réguler la liberté de circulation. Puisque le virus réclame de la discipline, on a pu penser aux premières heures de sa propagation qu'une bonne dictature high-tech était la mieux outillée pour l'affronter. Mais la réalité est plus insidieuse. La Chine, première touchée dans la province du Hubei, a montré que le contrôle social dopé aux algorithmes n'est pas le meilleur des alliés en de pareilles circonstances : alors qu'elle prétend tout voir, la reconnaissance faciale a par exemple montré qu'elle était aveugle face à des sujets fiévreux en liberté dans l'espace public. Pour aplanir la courbe, les autorités ont dû s'en remettre à une quarantaine stricte et à des points de contrôle physiques, où les policiers vérifiaient l'historique de géolocalisation des citoyens, fourni par les opérateurs. La technologie a cessé d'être une fin pour redevenir un moyen, au service d'une offensive sur le terrain.

## **Tester, tracer, traiter**

Cela ne signifie pas que la surveillance soit un échec. Au contraire : celle-ci semble aujourd'hui inéluctable pour juguler l'épidémie. Depuis quelques jours, les initiatives se multiplient : Israël mobilise un programme de surveillance jusqu'ici clandestin afin de suivre sa population à la trace ; les États-Unis démarchent Facebook et Google pour des finalités sensiblement identiques ; l'Italie met à contribution ses opérateurs téléphoniques pour s'assurer que les habitants respectent le confinement ; l'Espagne déploie une application pour géolocaliser les personnes infectées par le Covid-19 (à Madrid, pour commencer) ; la Pologne impose des selfies aux individus en quarantaine sous peine de recevoir la visite de la police.

En France, même si un amendement visant à « *faciliter les procédures imposées aux opérateurs dans la collecte et le traitement des données de santé*

*et de localisation* » a été rejeté, les opérateurs, Orange en tête, réfléchissent à une coopération avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui pourrait les obliger à déroger momentanément aux règles en vigueur. Quant à l'Élysée, il vient d'annoncer la création d'un Comité analyse recherche et expertise (CARE) de 12 chercheurs, qui accompagnera la réflexion des autorités *“sur l'opportunité de la mise en place d'une stratégie numérique d'identification des personnes ayant été au contact de personnes infectées”*. Il sera dirigé par la virologue et prix Nobel Françoise Barré-Sinoussi.

*« Afin d'améliorer la réponse sanitaire de la puissance publique, nous aurons besoin de données exploitables, diagnostique l'Italien Michele Loi, chercheur en éthique à l'université de Zurich et ancien consultant pour l'Organisation mondiale de la santé. Ce n'est pas un sprint, c'est un marathon, il faut impérativement penser aux effets sur le long terme. »* Mais de quelles données parlons-nous ? Dans un article publié par le Financial Times, le futurologue israélien superstar Yuval Noah Harari — qui accuse Benyamin Netanyahu d'instaurer la *« première dictature du coronavirus »* — rappelle que, dans la situation actuelle, ce sont nos corps potentiellement malades qui préoccupent nos gouvernants : *« Jusqu'ici, quand votre doigt touchait l'écran de votre téléphone et cliquait sur un lien, le gouvernement voulait connaître cette information. Avec le virus, le centre d'intérêt change. Maintenant, le gouvernement veut connaître la température de votre doigt et la pression du sang sous sa peau. »*

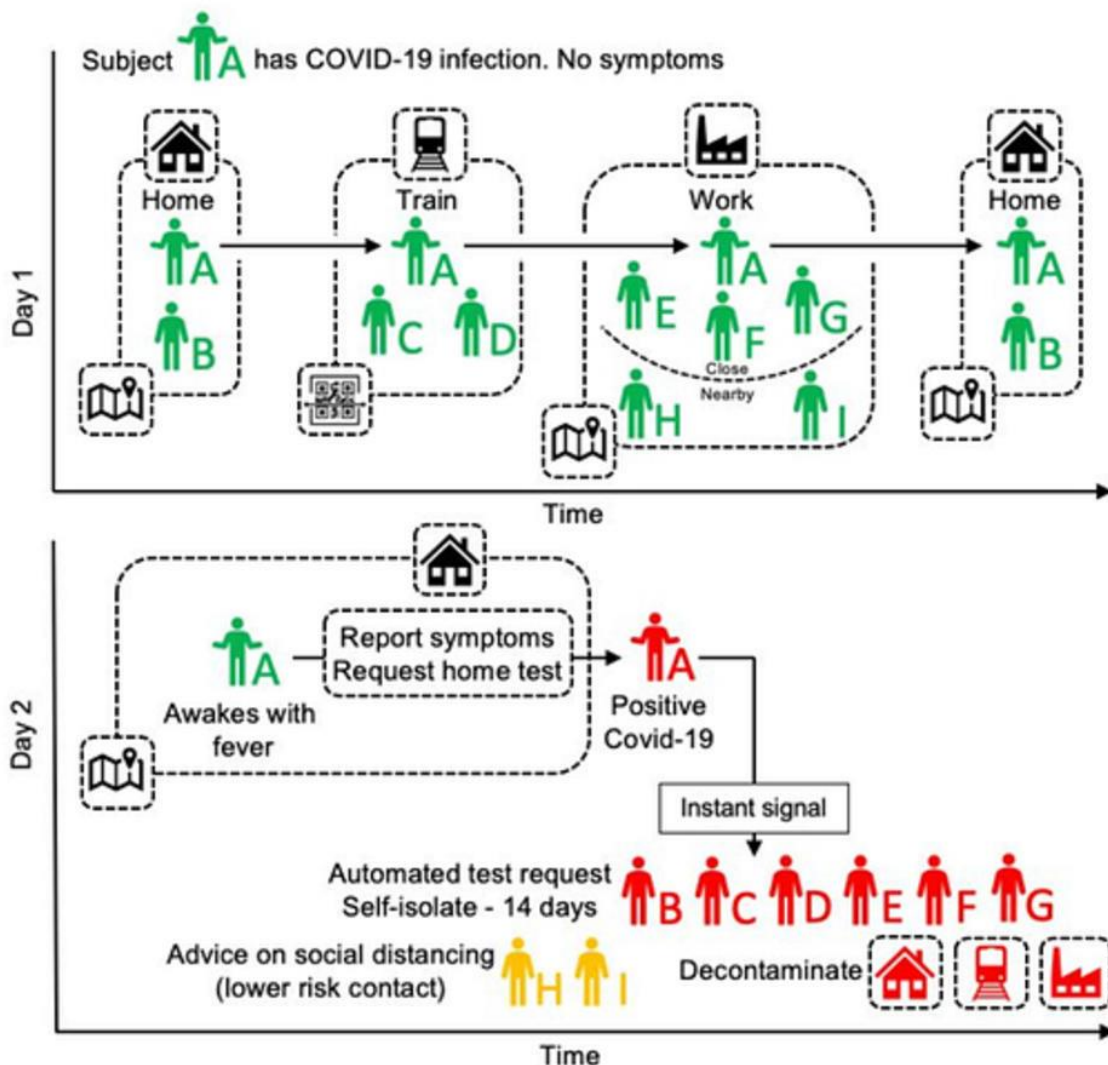
Comme le relève le député LREM Éric Bothorel dans un article de BFMTV, la collecte de telles informations n'a aucun sens si l'on ne pratique pas simultanément une politique de tests à grande échelle. Or le consensus scientifique autour de cette nécessité se raffermir de jour en jour, et le ministre de la Santé, Olivier Véran, a indiqué le 21 mars que la France devait *« se préparer à faire évoluer rapidement sa stratégie [en la matière]. »* Celle-ci pourrait se résumer en 3T : tester, tracer, traiter.

## **La délicate question de l'après**

Dans ces conditions, c'est le modèle sud-coréen qui pourrait se généraliser : celui du *contact tracing*. Là-bas, en appui d'un dépistage massif, le ministère de l'Intérieur a déployé une application afin de piloter la quarantaine des personnes contaminées et celle des personnes avec qui elles ont pu être en contact. Grâce à cette approche extrêmement intrusive, le pays a par exemple identifié la *« patiente 31 »*, qui aurait à elle seule infecté 1 160 personnes début février, entre un office religieux à Daegu et un buffet d'hôtel (comme l'explique une infographie très détaillée de Reuters).

En Europe, cette perspective se précise : des chercheurs d'Oxford assurent avoir modélisé un algorithme *« très simple »* pour pister le Covid-19 *« tout en minimisant l'impact social et économique »*. Dans un document de travail, ils expliquent *« simuler des scénarios pour déterminer combien de personnes devraient être confinées en comparaison d'autres approches »*. Alors que

des « fournisseurs de technologies » auraient déjà été approchés par l'équipe d'Oxford, celle-ci précise encore que cet outil « peut être adapté à des zones spécifiques, pour les mettre en quarantaine si les infections sont hors de contrôle, ou pour étendre le champ des personnes en contact avec une personne infectée ». Un degré de séparation ? Deux ? Trois ?



Alors que le confinement français sera sans nul doute prolongé, cette surveillance ciblée pose la délicate question de l'après, qui ne pourra pas être un simple retour à la normale. Dans une interview accordée au Monde le 20 mars, Jean-François Delvaux, président du conseil scientifique sur le Covid-19, résume d'ailleurs assez bien cet enjeu, et l'impossible équilibre à trouver dans une démocratie : « La question est évidemment ensuite comment sortir du confinement [...]. Parmi les stratégies envisageables, il y a celle qu'a appliquée la Corée du Sud. Elle associe une très large quantité de tests et un suivi des personnes testées positives en ayant recours à une application numérique permettant de tracer les individus, ce qui représente une atteinte aux libertés. »

Quand tous les constitutionnalistes de France s'avancent en *terra incognita*, comment trouver un modèle sanitaire cohérent qui respecte les droits fondamentaux ? « Le traçage me semble inévitable pour sortir de la

*crise* », renchérit le mathématicien Paul-Olivier Dehaye, pourtant fondateur de personaldata, une plateforme... pour réarmer les citoyens face au capitalisme de surveillance. Sa préconisation ? Une application sur laquelle des cobayes volontaires partageraient leurs informations (géolocalisation, symptômes) avec des chercheurs et les autorités, sur le modèle de FluPhone, une application mise au point à Cambridge pour lutter contre la grippe en 2011. L'objectif ? « *Prouver qu'il y a une alternative à la surveillance de masse.* » Le flicage ciblé serait-il un moindre mal ?

### **“La plus grande menace sur les libertés de notre génération”**

L'enjeu est de taille. Inédit même. « *Nous sommes confrontés à la plus grande menace sur les libertés de notre génération, assure Michele Loi. Le changement de normes imposé pour notre bien par le virus — ne plus sortir dehors — crée un danger de dévaluation d'autres valeurs, comme la vie privée.* » Et le coronavirus de faire sauter les verrous juridiques et culturels, à commencer par celui du secret médical. En Corée du Sud, où l'on piste également les transactions par carte bancaire et les images issues de la vidéosurveillance, cette invasion de l'intimité n'a pas été sans conséquences sur le tissu social, quand les habitants se sont mis à se stigmatiser publiquement. L'occasion de rappeler qu'en 1916 le *New York Times* publiait le nom et l'adresse des personnes infectées par la polio dans ses pages intérieures. Imaginez en temps de Covid-19, avec la puissance virale des réseaux sociaux...

## THE NEW CASES REPORTED.

### Names and Addresses of Those Stricken with Paralysis.

The following is a list of the names and addresses of the new cases of infantile paralysis and deaths in the city yesterday:

#### NEW CASES—BOROUGH OF MANHATTAN.

Morris Katz, 208 E. 7th St.  
Bella Cohen, 647 E. 11th St.  
Charles Barisch, 502 E. 16th St.  
David Shapiro, 241 E. 25th St.  
Rose Sciascia, 228 Chrystie St.  
Muriel Weiss, 308 Broome St.  
Caroline Villini, 218 Bowery.  
Giuseppe LaRocca, 119 Elizabeth St.  
Nathan Holneck, 33 Henry St.  
Stephen Milianosky, 58 Monroe St.  
Jenny Serrelese, 359 W. 53d St.  
William Soles, 458 W. 166th St.  
Carl Thornihlin, 731 Tenth Av.  
Bennie Katz, 57-59 E. 112th St.  
Madeline Schuman, 188 Eighth Av.  
Nicoletta Volnini, 414 E. 120th St.

#### DEATHS—BOROUGH OF MANHATTAN.

David Shapiro, 241 E. 25th St.  
Carmelo Cirrincini, 346 E. Houston St.  
Giuseppe LaRocca, 119 Elizabeth St.  
Bennie Katz, 57-59 E. 112th St.  
Sam Greenberg, 206 E. 6th St.  
Bella Cohen, 647 E. 11th St.

#### NEW CASES—BOROUGH OF BRONX.

John Jonnohic, 858 Hewitt Place.  
Jacob Goldberg, 702 E. 161st St.  
Harriett Campbell, 462 E. 182d St.  
Joseph Blum, 342 St. Ann's Av.

#### DEATHS—BOROUGH OF THE BRONX.

John Hamilton, 503 W. 169th St. Died at Riverside Hospital.  
Theima Arms, 436 E. 141st St. Died at Lincoln Hospital.

*« Tout dépend si l'on considère le contact tracing comme une surveillance de masse, explique encore l'éthicien italien, qui a aidé l'OMS à bâtir sa doctrine de surveillance sanitaire en 2017. Nous devons trouver l'équilibre entre la santé publique et la vie privée pour ces réseaux de gens que nous aurons besoin de suivre. Quelle que soit la solution retenue, celle-ci provoquera des dilemmes éthiques : par exemple, que se passera-t-il si les autorités doivent surveiller le comportement d'individus qui ont des aventures extra-conjugales ? Quand bien même ces mesures n'affecteraient que 20 % de la population, cela représente des millions de personnes. »*

La situation est d'autant plus critique que les acteurs habituels de la surveillance se sont déjà positionnés pour faire obstacle au coronavirus, voyant en lui l'occasion de gagner de nouvelles parts de marché et de diversifier leur activité : NSO, champion israélien des logiciels-espions, prisé par nombre de régimes autoritaires pour surveiller journalistes et opposants, travaille sur un outil qui permettrait ce suivi des patients. Selon Bloomberg, une douzaine de

pays seraient en train de le tester. *« Le danger est immense, selon Michele Loi. Nous allons faire des erreurs, c'est inévitable. Or, si nous n'arrivons pas à trouver le point d'équilibre, nous pourrions nous retrouver avec une génération qui accusera les libertés publiques d'être des valeurs dysfonctionnelles, qui ont causé trop de morts. »* Alors que l'Italie vient de dépasser la Chine en nombre de décès, cet avertissement n'est pas vain. Dès lors, comment s'assurer que cette fuite en avant technologique n'est pas un aller simple ? Et avec qui doit-elle être coordonnée ? *« Nous devons conjuguer deux approches, plaide Michele Loi. L'une macro, pour s'assurer que les gouvernements ne dépassent pas la ligne jaune au nom de l'urgence ; l'autre micro, qui interroge la confiance qu'on place dans les intermédiaires techniques responsables de la collecte des données. Et je ne suis pas certain que les opérateurs téléphoniques soient prêts à endosser ce rôle. »* En France, à qui l'État accordera-t-il son crédit ? Aux télécoms, aux start-up du cru ou aux têtes de pont de la Silicon Valley ?

## **Les nouvelles classes dangereuses**

Puisqu'il va bien falloir mettre fin au confinement un jour, il ne faut pas attendre pour en imaginer les modalités. Il semble peu probable que nous sortions tous d'un coup, aussi doit-on se demander comment assouplir les mesures. Et pour qui. Alors que le corps social dans son ensemble se rassemble à 20 heures chaque soir pour applaudir le personnel soignant, la distinction semble impossible. Affaiblira-t-on la concorde nationale si nous ne sommes plus tous égaux dans la quarantaine ? Malgré son apparente universalité, ce n'est d'ailleurs déjà pas le cas : quand certains font des barbecues dans leur résidence secondaire, d'autres doivent cohabiter dans des studios exigus. Comme toute épidémie, le Covid-19 porte en lui un potentiel normalisateur. En l'espèce, il risque fort de redéfinir complètement, au moins pour un temps, la notion de dangerosité, non plus pensée sous l'angle de la menace à l'ordre public, mais sous celui du risque infectieux. Sera-t-on dans quelques semaines affectés d'un indice de contagiosité, comme d'autres d'une note de crédit ou d'un score de fragilité clinique ? Les jeunes imprudents asymptomatiques qui se rassemblaient hier encore aux Buttes-Chaumont seront-ils plus surveillés ? Les salariés pourront-ils circuler en fonction de la taille et de l'activité de leur entreprise (qui pourrait collecter leurs données de santé en vertu d'une exception sanitaire prévue par le RGPI) ? Celles et ceux qui habitent à plusieurs dans des petits appartements auront-ils un traitement particulier ? Qui sera mis en quarantaine ? À l'isolement, comme le souhaitent certains parlementaires ? De fait, nous allons probablement assister à l'invention de nouvelles classes dangereuses. Qui pourraient bien être les plus précaires. Celles obligés de rester littéralement au contact des autres, que ce soit derrière la caisse d'un supermarché, sur un chantier ou dans un entrepôt Amazon (pour les lister, il suffit d'écouter les déclarations contradictoires de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, sur la nécessaire poursuite de l'activité économique). Leur quotidien pourrait alors ressembler à celui de ce jeune journaliste

taïwanais, placé en quarantaine et astreint à un contrôle permanent où la police n'est jamais loin.

*« En partant du principe que les tests sont limités, on pourrait les allouer de manière intelligente, explique pragmatiquement Paul-Olivier Dehaye. Un chauffeur Uber, par exemple, forcé de continuer à travailler pour gagner sa vie dans un espace confiné, serait un candidat idéal. On pourrait ensuite retrouver tous ses clients et raffiner le modèle épidémiologique afin de mieux comprendre comment le virus se propage dans la phase pré-symptomatique. »*

» L'exemple n'est pas farfelu : une étude du département des systèmes complexes de l'université de la Nouvelle-Angleterre a montré que les taxis partagés d'Afrique de l'Ouest étaient des vecteurs d'infection d'Ebola. Mais, comme le pointe Michele Loi, *« si l'on suit les individus à la trace et qu'on découvre que les travailleurs des plates-formes sont des vecteurs du virus, ils risquent de devenir une catégorie de population stigmatisée »*. Et les livreurs Deliveroo, déjà géolocalisés en permanence, de devenir la version moderne des *untori*, ces individus accusés de propager intentionnellement la peste dans l'Italie du XVIIe siècle. Pour eux, c'est la double peine : obligés de sillonner l'espace public pour continuer d'approvisionner des télétravailleurs confinés chez eux, ils risquent d'être demain, comme beaucoup d'autres, ceux qu'on y paralyse.